

L'ÉCONOMIE DU SUD-KIVU 1990-2000: MUTATIONS PROFONDES CACHEES PAR UNE PANNE

par Didier de Faily

Abstract

The economy of South Kivu has come to a standstill since mid-1998 because of the so-called 'second liberation war'. This observation, however, risks masking the profound changes already underway for a much longer period. The present chapter reviews the evolution of most areas of activity in the primary sector of South Kivu's economy during the years 1990-2000: the production of food, palm oil, rice, sugar, cattle-raising, coastal fishery, coffee, tea, cinchona, cotton, timber, construction materials, cassiterite, colombo-tantalite and gold. In addition to historical factors, important technical factors as well as international market trends are also presented whenever possible, to shed light on these changes.

Although only very few reliable statistical data are available, the fact-finding survey allowed the author to gather figures presented in rather a critical manner in the main body of the chapter, and which are summarised in a table, product by product, at the end of the chapter : modes of production, annual capacity, quantities produced in 1997-1998, markets, production alternatives and outlook for 2000-2005.

Generally speaking, the production network has grown, on the one hand, due to the introduction in the chain of numerous local operators, each with very limited added value, while, on the other hand, several industrial producers have either ceased or limited their operations to processing the raw material, or have changed their market entirely. It is likely that this corresponds to a progressive, but not yet complete, abandoning of the modes of production inherited from the colonial era, and which will give rise to a reconstruction of the economy from these atomised elements.

1. INTRODUCTION

En cette année 2000, de larges secteurs de l'économie du Sud-Kivu sont évidemment en panne. Mais ce blocage risque d'occulter des évolutions profondes qui se mettaient en place depuis de nombreuses années. Ainsi serait-ce une erreur que de dépeindre l'économie du Sud-Kivu sous ses seules couleurs présentes. Le regard sera tourné ici sur un faisceau de productions primaires, laissant dans l'ombre les secteurs secondaires et tertiaires¹. L'espoir est de continuer cet effort pour pouvoir donner une image complète de la

¹ qui depuis l'occupation (août 1998) sont de toutes les façons plus que déprimés: les rares industries de transformation (brasserie, tôlerie) et les plus nombreuses PME (menuiseries, ateliers mécaniques, garages, savonneries, boulangeries, confitureries, imprimeries, fabriques de chaussures en plastique, etc.) sont ou bien à l'arrêt, ou bien vivent péniblement depuis plusieurs années. Seul l'enseignement supérieur et universitaire –secteur tertiaire– progresse: 3.000 étudiants dans une petite dizaine d'institutions (dont la moitié organisées depuis 1990).

situation économique du Sud-Kivu. La recherche de solutions, telle qu'elle a été menée récemment ou plus anciennement, ne sera que brièvement évoquée.

2. PRODUCTIONS ALIMENTAIRES A USAGE LOCAL

2.1. Production vivrière

La première préoccupation de tout peuple est de se nourrir. Or la population du Sud-Kivu montagneux, très peuplé², ne mange pas à sa faim, même en dehors des périodes critiques de soudure avant chaque récolte vivrière. Ces hautes terres des Grands Lacs Africains gardent le souvenir vivace des graves famines qui dans les années 1920-1940 intervenaient en moyenne tous les trois ans (dernière famine en 1945)³.

Ce problème du déficit alimentaire chronique au Sud-Kivu tient à deux facteurs: d'une part, les sols sont de plus en plus épuisés, et d'autre part les autres ressources des ménages –surtout ruraux– sont trop faibles pour pouvoir acquérir assez de vivres complémentaires. La forte densité démographique a transformé le paysage en un damier de très petites parcelles, cultivées sans respecter de temps de repos des sols (jachère)⁴. Bien qu'en milieu féodal shi, le patrimoine foncier soit héréditaire (*kalinzi*), une certaine instabilité est tout

² Les hautes terres du "grand Kivu" occupent une superficie d'environ 34.360 km² sur un total de 257.000 km², soit 13,36%, mais regroupent environ 70% de sa population totale, soit environ 5 millions d'habitants sur un total probable de 7 millions. Les territoires les plus peuplés du Sud-Kivu (Kabare, Walungu, île d'Idjwi) comptent plus de 250 hab./km², avec des pics au-delà de 400 hab./km² sur des sites de plusieurs dizaines de km². Taux d'accroissement annuel: env. 35%.

³ Problème repéré à Walungu et à Kabare dès 1928, d'où l'imposition de la culture du manioc (et de la patate douce) dès cette année. Mais le manioc épuise les sols... Voir: OEUVRE POUR LA LUTTE CONTRE LE BWAKI ET LA PROTECTION DE L'ENFANCE (COMITE ANTI-BWAKI), *Analyse de la malnutrition au Bushi. Un problème économique et médico-social*, Bukavu, 1970, p.16.

⁴ «Depuis 30 ans, la taille moyenne d'exploitation est partagée en deux, à 0,86 hectare [mode: 0,63 Ha]. Les exploitations gérées par des femmes sont de 40% plus petites que celles gérées par des hommes. Tandis que 80% des 176 ménages partagent 50% de la surface agricole utile, 2% des ménages disposent de 16% de la surface totale prélevée». 80 à 90% des surfaces sont sous régime foncier hérédité; ¼ des surfaces cultivées sont en pente moyenne, et 1/3 en pente forte; environ 10% en jachère dans les "grandes" exploitations (X=1,27 Ha); taille moyenne des parcelles ("champs"): 0,17 Ha; taille minimale d'autosuffisance alimentaire d'un ménage moyen de 6 personnes: 1,5 Ha; 15% des ménages sont gérés par des femmes; principales ressources monétaires (des femmes): brassage et vente de bière de bananes (*kasiksi*), et petit commerce; rapport bananeraies/manioc: 1/3-2/3. Voir KUNZE, D., et alii, *Différenciation de la population-cible du Projet Kabare à la base d'une analyse socio-économique dans la région du Kivu, Zaïre*, Weikersheim, Verlag Josef Margraf, 1991, p.X et passim (enquête par échantillonnage de la coopération allemande en août 1991).

de même favorisée à la fois par le pouvoir coutumier et par les autorités “modernes” de l’Etat. Cela décourage les pratiques de conservation des sols, fort exigeantes en main d’œuvre, et laisse le sol exposé à l’érosion pluviale. En la quasi-absence de variétés améliorées, de produits phytopharmaceutiques et d’engrais chimiques, la seule manière de s’en sortir est d’amener de la matière organique aux sols et de corriger progressivement leur acidité (pH) par des applications de travertin ou de chaux, deux opérations difficiles, lentes et onéreuses. Or un phénomène chimique, encore largement méconnu par les villageois, est à l’œuvre: l’intoxication des sols à l’alumine⁵.

Depuis longtemps, l’hinterland de Bukavu complétait son déficit vivrier par des achats dans la partie méridionale du Nord-Kivu (haricots depuis la vallée de Sake, et maïs depuis le territoire de Lubero, puis de Rutshuru). Mais alors que ces flux de marchandises étaient autrefois organisés par quelques maisons de commerce, qui achetaient par gros tonnages et les amenaient à Bukavu par le lac, la dégradation économique les a peu à peu marginalisés, et ce flux a été progressivement pris en mains par des centaines de femmes commerçantes de Bukavu; celles-ci ont développé une nouvelle filière tronçonnée en rondelles, qui rend le produit plus cher mais procure une petite valeur ajoutée à un plus grand nombre d’intervenant(e)s. Depuis bientôt deux ans, Bukavu est périodiquement coupé de ses principales sources vivrières. La ville s’alimente essentiellement à partir de l’île d’Idjwi et des parties riveraines du territoire de Kalehe, surtout en manioc et bananes plantains. Les villageois en profitent, ainsi que de nombreux petits transporteurs lacustres, mais il reste à savoir les conséquences dans le long terme de cette surexploitation des sols.

⁵ Lorsque ces sols sont exploités à outrance, des phénomènes physiques (exposition de sols nus au soleil, appauvrissement en matières organiques, érosion pluviale, lessivage, etc.) créent un déséquilibre tel que les rares substances nutritives encore présentes dans le sol se trouvent dans un milieu acide et intoxiqué, et ne sont donc plus assimilables par la plante cultivée. Voir JONES, W. I., et EGLI, R., *Systèmes de culture en Afrique. Les hautes terres du Zaïre, Rwanda, Burundi. Document Technique n°27F*, Washington D.C., Banque mondiale, 1984, p.22. Ces auteurs parlent même d’une bombe à retardement prête à exploser –ou peut-être en train d’exploser. Quinze ans plus tard, elle a effectivement explosé...!

2.2. Huile de palme

Il est estimé que la déficience lipidique dans l'alimentation au Sud-Kivu est catastrophique⁶. Il s'est donc agi de fournir de l'huile de palme à partir des vastes contrées de l'ouest du Kivu, situées sous l'isohypse de 1.000 mètres (limite supérieure de production rentable du palmier *Elæis guineënsis* var. *Tenera*). Des plantations industrielles y furent développées dans les années 1950; cet effort s'est d'ailleurs poursuivi jusqu'à l'année funeste de la "zaïrianisation" (1973), surtout le long de la route Bukavu-Kisangani, entre Hombo et Walikale⁷, et dans les environs de Kitutu, sur l'axe sud-ouest Bukavu-Kasongo. Mais cette "zaïrianisation" a totalement modifié la filière: au lieu d'être menée par des planteurs industriels fournissant en gros les marchés des villes (en vrac par fûts de 200 litres) à partir de leurs usines d'extraction d'huile, cette activité s'est morcelée en une longue chaîne: de la récolte du régime à la vente de l'huile de palme au détail, de très nombreuses personnes interviennent. Le rendement est plus faible mais la succession de très faibles valeurs ajoutées à chacune de ces étapes fait vivre un très grand nombre d'intermédiaires⁸. Au total cependant le prix de vente final est plus cher que si on avait continué à opérer selon l'ancienne formule industrielle. Au début de la dernière décennie, le programme Kivu (Zaïre-CEE), soucieux de renouveler les vergers vieillissants, s'est inscrit dans cette logique villageoise: sur le Sud-Kivu, il a permis à environ 5.000 paysans d'installer environ 1.500

⁶ Le besoin en lipides est estimé à 14 kg par an et par personne, dont $\frac{1}{3}$ fourni par l'huile de palme. Cela signifierait que pour couvrir l'ensemble de ce besoin au Sud-Kivu montagneux, il faudrait lui fournir 2,1 miohab. x 5 kgs = 10.500 tonnes d'huile de palme par an (\approx 10.000 Ha).

⁷ A noter que le territoire du Ruanda-Urundi, placé sous tutelle belge par mandat de la Société des Nations au lendemain de la première guerre mondiale et ainsi inclus dans l'orbite de la colonie du Congo belge, est majoritairement constitué de hautes collines et avait donc le même problème d'approvisionnement en lipides. Mais celui-ci était résolu par l'exportation d'huile de palme depuis les immenses plantations industrielles de la province congolaise de l'Equateur et dans une moindre mesure du bassin huilier du Kwilu. Des commerçants de Bukavu ont participé à ce commerce de transit, jusqu'au milieu des années 1980, mais les difficultés de transport de l'huile depuis Kinshasa via la voie ferrée Ilebo (ex-Port Franqui) - Kalemie (ex-Albertville) les en ont finalement écartés; le Rwanda dut alors importer son huile de palme de Malaisie. Au Burundi, le FED (Fonds européen de développement) a consacré d'importantes ressources dans les années 1980 à installer une forte capacité huilière à Rumonge (terres basses sur la rive orientale du lac Tanganika). Son entrée en production en 1990 priva les petits producteurs d'huile de palme sur la rive congolaise du lac Tanganika, entre Kabumbe et Mutambala, de leur marché d'huile de palme et d'amandes palmistes recherchées par les savonneries de Bujumbura.

⁸ ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel), Projet d'appui au secteur privé (Kinshasa), *Extraction des huiles de palme et de palmiste au Sud-Kivu*, Bukavu, BEST (Bureau d'études scientifiques et techniques), 1995, mimeo inédit, 57p.

Ha de nouvelles palmeraies. Par contre il n'eut pas le temps d'améliorer le procédé artisanal d'extraction de l'huile de palme⁹.

Un sous-produit de l'extraction de l'huile de palme, les amandes palmistes, intéresse directement les savonniers des villes de la région, car l'incorporation d'huile palmiste dans la saponification des huiles et graisses (suif) confère au savon un moussant qui en fait la bonne réputation chez les clientes. Cette sous-filière (concassage des noix palmistes, ramassage et transport des amandes palmistes, pressage) a été très active dans les différents sites huiliers dans les années 1986-1996 (blocage en 1997 par l'insécurité sur les routes de forêt). Et finalement le tourteau de palmiste est fort recherché par les éleveurs de bétail, aussi bien bovin que de basse-cour. Un autre sous-produit, les écumes et autres déchets de l'opération de malaxage, est souvent canalisé vers des étangs piscicoles, nombreux dans les régions à palmiers, car cela constitue une excellente nourriture pour le *tilapia nilotica*.

2.3. Riz

Comme en de nombreuses régions d'Afrique, le riz est un aliment de base très prisé au Kivu. Toutefois, la dégradation rapide des conditions économiques du Maniema, producteur traditionnel de riz pluvial (routes à l'abandon, énergie motrice des rizeries tarie, voie ferrée dégradée, attribution des rizeries à des "acquéreurs" peu compétents et peu scrupuleux lors de la "zaïrianisation", circulation monétaire déficiente, etc.¹⁰) pesait sur le prix de ce riz à Bukavu, au point d'y revenir plus cher que le riz importé de Thaïlande par le "corridor central" (Dar-es-Salaam/Kigoma)! Pourtant l'accroissement rapide des populations urbaines de villes comme Uvira, Bukavu, Goma ou Butembo, et l'emploi de plus en plus important du riz dans l'alimentation, poussaient à la recherche d'autres sources de riz¹¹. Une alternative est de produire du riz irrigué dans la plaine de la Ruzizi (175.000 Ha, dont environ 80.000 Ha en R.D.Congo)¹². En 1971-72, un groupe de volontaires italiens

⁹ Au temps colonial, le *munyonga* (fût de malaxage, aussi appelé "presse wax") était strictement proscrit. Cet équipement artisanal pourrait être amélioré, mais il plafonne à 25 litres d'huile par 100 kgs de noix; une presse à vis sans fin manuelle en obtient 38!

¹⁰ Du temps où les transports ferroviaires étaient bien organisés, la ligne de chemin de fer Kindu-Samba (Kasongo)-Kabalo-Kalemie amenait des tonnages importants de riz pluvial du Maniema jusqu'aux bateaux du lac Tanganika, qui le transportaient jusqu'au port de Kalundu/Uvira, d'où il remontait par camions jusqu'à Bukavu, pour desservir cette ville et son hinterland. On voit immédiatement l'immense détour accompli: 1.200 km de Kindu à Bukavu avec au moins deux ruptures de charge (ports de Kalemie et de Kalundu/Uvira), contre 520 km par la route (désaffectée)!

¹¹ Importation de 10.000 T/an; les besoins se situent probablement au-delà de 20.000 T/an.

¹² Dès les années 1950, la MAE (Mission anti-érosive), installée à Luberizi, avait aménagé deux périmètres irrigués, à Luberizi (1.200 Ha) et Kakamba (1.000 Ha), tandis que l'extension

ouvrit à Kiringye, à une centaine de kilomètres de Bukavu, le Centre de développement communautaire de Kiringye (CDC-Kiringye), qui n'a jamais cessé de fonctionner depuis lors. Entre autres actions, ce centre relança l'agriculture, et installa une véritable rizerie (et une huilerie d'arachides). Cette rizerie, installée en plein cœur de la plaine de la Ruzizi, la dessert aisément en entier¹³, avec un rayon d'action de seulement 40 km (et donc des coûts de transport assez faibles). Cette rizerie produit en moyenne 2.500 à 3.000 tonnes de riz marchand par an, mais pourrait en traiter deux ou trois fois autant s'il y avait suffisamment de riz paddy à traiter. Lorsque le programme Kivu (Zaïre-CEE) chercha en 1986 sur quels éléments baser des actions de développement, il ne manqua pas de repérer cet ensemble d'infrastructures et d'expertise technique, et engagea par la suite, jusqu'à la fin 1991, une double action: réhabilitation des périmètres irrigués et introduction de semences améliorées de riz¹⁴. L'objectif était d'atteindre le niveau des besoins en riz du Kivu montagneux, tout en étant compétitif par rapport au riz importé. Même si la rizerie de Kiringye venait à être saturée, d'autres opérateurs installeraient vraisemblablement de petites décortiqueuses de type *Engelberg*, qui ne requièrent qu'un investissement assez faible (quelques milliers de dollars US, y compris le moteur). Malheureusement, ces volets du Programme Kivu furent brutalement bloqués, comme toutes les autres composantes, à la suite des pillages de septembre 1991 à Kinshasa. Ce fut particulièrement regrettable pour les travaux sur les périmètres (travail à demi-achevé est pire que travail non entamé), mais l'amélioration génétique avait eu le temps de s'implanter.

La brasserie BRALIMA du groupe néerlandais Heineken, à Bukavu, consomme en régime de croisière environ 1.250 tonnes de riz par an. Cela ne laisse que moins de 2.000 tonnes pour la consommation alimentaire directe.

2.4. Sucre

La SUCKI (Sucrerie de Kiliba, autrefois connue comme la SUCRAF, la Sucrerie et raffinerie de Centrafrique du baron Kronacker) fut installée en

de l'INEAC à Lubarika, au nord de la plaine de la Ruzizi, sélectionnait les variétés de riz les plus adaptées. La MAE se retira dans la débâcle de 1960. Suivit une période de troubles. De 1967 à 1970, un projet agricole de la FAO s'installa à Luberizi; puis entre 1973 et le début des années 1980, la coopération chinoise, qui aménagea le périmètre irrigué de Sange (800 Ha).

¹³ Dès 1979, 1.500 familles (25 villages) livraient leur riz paddy irrigué au CDC (CASTELLI, E., «L'Expérience de Kiringye», ISP/CERUKI (Institut supérieur pédagogique/centre de recherches universitaires de Bukavu), *La Problématique du développement au Kivu, Actes du 3e colloque du CERUKI, 17-21 avril 1979*, Bukavu, 1983, pp.405 et 413).

¹⁴ La variété "Iron 282" (riz indien) révéla qu'elle pouvait atteindre, sans engrais mais en respectant strictement le calendrier agricole dans les casiers d'irrigation, jusqu'à 6 tonnes de riz paddy en 165 jours (au lieu d'une tonne maximum pour les variétés rencontrées sur place). Cependant réaménager un périmètre irrigué coûte à peu près 1.000 dollars US/Ha.

1956-57 sur une concession de 3.500 Ha, dont 2.500 emblavables en cannes à sucre en irrigation. A cela s'ajoutait un important paysannat sucrier (peu à peu étendu jusqu'à 1.000 Ha). Ces sols de la plaine de la Ruzizi peuvent produire jusqu'à 120 tonnes de cannes/Ha, avec un taux de sucre de 11,70%. La jeune SUCKI paraissait donc promise à une carrière glorieuse. Mais dès les années 1960, elle connut des hauts et des bas. Sa meilleure année fut 1989, avec une production de 21.487 tonnes de sucre pour une capacité installée de 28.000 tonnes. Le vieillissement du matériel agricole et une gestion déficiente menèrent à l'arrêt de la production le 30 novembre 1995, avec un fort endettement. Le 1er juillet 1996, un opérateur commercial important de Bukavu, qui en était devenu lourdement créancier (en avançant année après année les fonds pour la campagne de récolte, afin de pouvoir en assurer la distribution), devenait actionnaire majoritaire avec 51%. Cependant la situation était devenue si désastreuse que la production de sucre n'a pas encore été relancée.

La production de sucre dégage nécessairement un volume important de mélasse, sous-produit très riche en sucre (environ 40%) et en sels minéraux divers, donc un aliment de choix pour le bétail. Pendant plusieurs années, la SUCKI a ainsi vendu sa mélasse à de grands élevages bovins en stabulation organisés par la BRARUDI à quelques kilomètres de Kiliba de l'autre côté de la frontière. Lorsque ces élevages ont été arrêtés, la mélasse a été utilisée comme engrais dans les champs de cannes, comme autrefois.

La canne à sucre n'est pas qu'une plante industrielle: sa culture s'est également répandue entre Bukavu et Katana, semble-t-il dans les années qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale, à destination du marché local mais aussi de plus en plus du marché urbain de Bukavu via l'important marché-relais d'approvisionnement urbain qui se tient deux fois par semaine à Mudaka, à une petite vingtaine de kilomètres de Bukavu¹⁵.

La R.D.Congo produit bon an mal an environ 60.000 tonnes de sucre, alors que les besoins sont estimés à 250.000 tonnes/an. Le Plan Sucrier national conduisit à l'installation par la Chine d'un complexe sucrier de 3.000 Ha près de Kisangani, qui n'eut qu'une histoire éphémère; les projets de Mushie-Pentane au Kwilu et de la Lubilash au Kasaï restèrent dans les cartons... Le marché de la SUCKI s'étend sur le Kivu, le Kasaï et le Katanga,

¹⁵ Ces cannes sont débitées en tronçons, qui sont mâchés; ce produit de grignotage est très apprécié pour son réconfort rafraîchissant et énergétique. Toutefois, le système de pressage à la demande, tout à fait répandu en Inde par exemple, n'est pas connu, ni non plus le procédé de produire des blocs de sucre brun (panela), qui permettrait pourtant de multiplier de petites unités de production de sucre, à l'instar de l'Amérique latine et caraïbe et de l'Asie du Sud, et d'éviter nombre de maladies d'origine hydrique (car il faut bouillir ce sucre dans l'eau pour le dissoudre).

et est estimé à près de 60.000 tonnes/an. C'est dire que la SUCKI, malgré ses déboires, reste tout de même bien placée dans la course.

2.5. Elevage

L'élevage a évidemment payé un très lourd tribut aux conditions d'insécurité, puis de troubles armés et de guerres qui ont prévalu au Kivu depuis 1993. On ne dispose évidemment d'aucuns chiffres globaux, mais la réalité est évidente: la majeure partie du gros et du petit bétail a disparu du paysage kivitien.

Le cheptel bovin vraisemblablement le plus important au Sud-Kivu se trouve sur les hauts-plateaux de l'Itombwe¹⁶, mais il est presque impossible d'avoir une idée précise de la taille de cette population bovine: une estimation en 1998 situait ce cheptel entre 25.000 et 50.000 têtes. Il a diminué de plusieurs milliers de têtes depuis le début de la dernière décennie, par ventes massives sur Bujumbura et aussi à cause des troubles armés depuis 1996¹⁷.

La plaine de la Ruzizi reste un autre réservoir de bétail bovin. Il y avait même crû de manière excessive au point de causer beaucoup de conflits avec les cultivateurs¹⁸, car il est élevé en parcours: de grands troupeaux sont conduits pendant la journée à travers les savanes, et reviennent le soir dans des kraals établis à proximité des gros villages. Il avait dépassé les 40.000 têtes, mais les troubles des dernières années l'ont réduit de moitié environ. Cet élevage approvisionnait traditionnellement surtout Bujumbura.

En milieu shi (montagneux), l'élevage bovin, bien que traditionnel, était en perte de vitesse depuis de nombreuses années¹⁹, par manque de pâturage, chaque coin de sol étant dévolu aux cultures. Il était peu à peu

¹⁶ L'Itombwe est un triangle équilatéral d'env. 250 km de côté (env. 15.000 km²), à l'ouest du rift albertin, dans la partie méridionale du Sud-Kivu. Il englobe des zones minières, des forêts d'altitude et de vastes espaces de pâturages naturels. 80% des espèces de faune et de flore y sont endémiques, ce qui lui confère une très grande valeur du point de vue de la biodiversité.

¹⁷ Ce cheptel est régi par un phénomène très particulier de transhumance: en saison sèche, le bétail est conduit vers des terres plus basses malgré le risque élevé de maladies; ce bétail participe à la destruction d'un couvert forestier local particulièrement intéressant du point de vue de la biodiversité.

¹⁸ En 1989-91, l'opposition des éleveurs (hommes) a beaucoup handicapé la réhabilitation des périmètres irrigués: il s'agissait de ne pas perdre des parcours de saison sèche pour leur bétail, ni de voir les femmes accéder à un revenu monétaire substantiel par la culture du riz irrigué.

¹⁹ Cheptel bovin en territoire de Kabare en 1956: 22.000 têtes; en 1985: 8.060! DUPRIEZ, H., *Bushi. L'asphyxie d'un peuple*, Kavumu, ADI-Kivu, 1987, cité par KUNZE, D., et alii, *op.cit.*, p.43. Voir aussi aux pages 44 et 45 les résultats de 3 enquêtes locales menées par le programme Kabare de la GTZ (coopération allemande) sur 163 ménages en territoire de Kabare en 1989, 1990 et 1991: les exploitations modales (44% entre 0,4 et 1,0 Ha) ont en moyenne 1,3 vache, 1,7 mouton, 2,5 chèvres et 1,8 porc.

remplacé par l'élevage des chèvres, qui recevait une forte impulsion par une demi-douzaine d'ONGD locales. Par contre, depuis le début des années 1980, l'élevage bovin laitier était en train de prendre forme au Sud-Kivu, à l'instar du Nord-Kivu (Masisi surtout): le site d'élevage du Mulume-Munene, à une quarantaine de km de Bukavu, qui avait compté une vingtaine de fermes laitières modernes dans les années 1950, avait repris et approchait des 5.000 têtes; un nouveau site laitier avait aussi été créé de toutes pièces à partir du début des années 1980 sur le versant occidental du massif du Kahuzi (2.000 têtes), et des plantations de café dans le territoire de Kalehe avaient été reconverties en pâturages artificiels. Mais l'alimentation de Bukavu et environs en viande continuait à dépendre dans une large mesure du Masisi (200 bêtes par semaine). Tout cela est arrêté et ruiné; un redémarrage n'est envisageable qu'après quelques années de calme et de sécurité...

L'élevage bovin est absent du territoire de Shabunda et très faiblement présent dans la partie forestière du territoire de Mwenga; en effet ces espaces forestiers, infestés de mouches tsé-tsé porteuses de *trypanosomas morsitans* (maladie du sommeil), ne se prêtent guère à l'élevage.

L'élevage familial de poules est traditionnel. Mais il souffre d'un handicap: chaque année, à la transition entre la saison des pluies et la saison sèche (vers la mi-mai) les poules subissent un stress alimentaire qui est mis à profit par la pseudo- peste aviaire pour les attaquer. On considère qu'environ la moitié du cheptel disparaît à cette époque de l'année. Cette maladie est pourtant facilement éradicable par une vaccination bon marché; mais cela suppose de rassembler les poules; or les villageois sont très réticents à les exposer aux regards de tout un chacun, au risque de subir ensuite des vols. Aussi désolant que cela soit, il y a là un comportement économique sensé (basé sur un calcul de probabilité de risques), qui a évidemment été encore aiguë par les situations d'anarchie et de guerre connues ces dernières années.

L'élevage industriel de volailles semble difficile: coup sur coup, une firme près de Goma, puis une autre près de Bukavu le tentèrent, mais elles se retirèrent assez vite. Cela a permis à quelques personnes entrepreneurs de Bukavu d'ouvrir des élevages de ponte, à échelle plus modeste (de l'ordre de quelques centaines de têtes), en se fournissant en poussins et en aliments à partir de Bujumbura. Ces élevages ont été pratiquement tous exterminés dans les troubles d'octobre-novembre 1996; certains éleveurs ont pu se relancer à partir de l'Uganda, mais cette filière s'est révélée difficile à cause des délais de transports. Une opération menée au premier semestre 1998 a permis de les réachalander en poussins d'un jour à partir de l'Europe²⁰. Il y aurait place

²⁰ Cette opération a été menée par le BEST, qui avait reçu mandat du Comité d'élevage du Sud-Kivu (CESK) de négocier avec le HCR plusieurs dossiers de financement de réhabilitation dans le domaine de l'élevage familial, sur fonds d'assistance humanitaire, après la fuite des

pour une petite fabrique de provende; plusieurs producteurs à Bukavu, Uvira et Goma ont visé ce créneau, mais après des débuts prometteurs, ils n'ont pu maintenir la composition équilibrée de leurs aliments.

Un type d'élevage semble échapper à cette extermination généralisée: le lapin en clapier (et le cobaye en cuisine). Cependant depuis quelques années, il souffrait d'une dégénérescence génétique et d'un manque de connaissances zootechniques (alimentation, soins, reproduction, habitat). Depuis 1998, avec l'aide technique du BEST et un financement ponctuel du HCR, le CESK poursuit un programme de vulgarisation de l'élevage cunicole: importation de reproducteurs de bonnes races (californienne et néo-zélandaise surtout) depuis le Kenya, et formation des villageois et villageoises à ce type d'élevage, qui est en train de prendre rapidement beaucoup d'extension.

Une relance de l'élevage de basse-cour demanderait sans doute la reprise d'un effort qui fut mené pendant une douzaine d'années par la coopération allemande à la ferme-école de Mushweshwe²¹, près de Katana, en se concentrant sur les animaux domestiques de basse-cour.

réfugiés dans la grande forêt tropicale humide en novembre 1996. Ce volet bénéficia d'une subvention de 5.500 dollars US environ. Ce CESK est une formule originale qui regroupe 6 personnes: 2 délégués des services publics de l'élevage, 1 représentant des milieux professionnels vétérinaires, 2 représentants des associations d'éleveurs, et 1 représentant des "éleveurs non organisés". Pour le moment, le CESK envisage d'importer des poussins d'un jour "reproducteurs", à partir des recettes de la précédente opération, mais les conditions générales d'insécurité la font hésiter.

²¹ Cette ferme avait été organisée dans les années 1950 pour former, par stages de 6 mois, les jeunes colons européens candidats à un crédit au colonat. Elle fut reprise par la coopération allemande pendant toute la décennie des années 1970 (jusqu'en 1982), et était devenue le centre d'approvisionnement en souches de reproducteurs dans toute une série d'espèces, depuis les bovins jusqu'aux lapins, en passant par les oies ou les pintades.

2.6. Pêche lacustre

Les deux lacs qui bordent le Sud-Kivu sont très dissemblables du point de vue ichtyologique. Autant le lac Tanganyika a connu depuis très longtemps une activité de pêche menée à l'époque par des Grecs installés à Uvira, Baraka et Kazimya, autant le lac Kivu n'est devenu une source importante de poissons que vers la fin des années 1970.

Le lac Tanganyika²² connaissait deux procédés de pêche: au chalut et au catamaran (pêche nocturne pratiquée par des équipes d'environ 20 personnes et basée sur l'attraction des bancs de poissons par une forte source lumineuse). Pour des raisons que les scientifiques s'efforcent encore de cerner²³, les captures dans la partie nord du lac ont depuis très longtemps diminué, et les pêcheries grecques au chalut se sont déplacées vers Kalemie, avant d'être revendues à des entrepreneurs congolais (avant la "zaïrianisation"). Pendant les années 1980, plusieurs associations locales de pêcheurs à Uvira et Baraka ont été aidées par des fournitures d'équipement (moteurs hors-bord, filets, lampes à pression, etc.), selon des formules conçues en principe sur un modèle rotatif, mais ces opérations ont été assez mal gérées, voire systématiquement sabotées par les bénéficiaires ou les intermédiaires (ONGD et entreprises), et les bailleurs de fonds en ont gardé un fort mauvais souvenir. Ce lac continue cependant à approvisionner Uvira, Bukavu et leurs hinterlands en poissons, grâce à l'activité de nombreuses petites équipes de pêche, qui récolteraient environ 5.000 tonnes par an²⁴.

²² 33.000 km², dont 15.000 km² en RDC; 19.000 km³, surface à 772 m, profondeur max. env. 1.435 m; 300 espèces de poissons, potentiel de pêche de 80.000 (?) tonnes/an (Sud-Kivu).

²³ A partir du CRH (Centre d'études hydrobiologiques) d'Uvira. Une équipe japonaise y a travaillé plusieurs années, mais plutôt dans le domaine de la biodiversité et de l'éthologie des espèces rares que dans celui des ressources halieutiques. Il semblerait que cette raréfaction du poisson commercialisable soit causée par la pullulation d'un poisson prédateur (*Luciolates stappersii*) dans un contexte où le zooplancton lui-même est déjà déséquilibré par la prédominance d'un copépode carnivore (*Mesocyclops leuckarti*). Ce carnivore a réduit la population de crustacés planctoniques importants pour les poissons (*Tropodiptomus simplex*), qui prédominait autrefois. (Voir MUHIGWA BAHANANGA, J-B., et alii, "Physico-chemical preferences of the zooplankton and notes on the predominance of a carnivorous copepod in Lake Tanganyika", *African Journal of Ecology*, East African Wild Life Society, Vol.34, pp.86-89). Il reste à expliquer pourquoi ce carnivore ne sévissait pas –ou pas autant– autrefois.

²⁴ Il se pose cependant un problème: la partie "sardines" de cette pêche arrive sur la rive au petit matin et doit être saisie par une première période d'une demi-journée de séchage par exposition passive au soleil sur des lits de graviers préparés sur les plages, avant d'être terminés par un procédé de séchage actif. Mais il arrive souvent que le soleil ne soit pas au rendez-vous, et d'autre part le séchage-fumage requiert des combustibles ligneux qui sont devenus très rares sur cette rive, et qui sont souvent remplacés par de la paille d'herbes séchées. Il est vraisemblable que des tonnages importants de cette pêche (grossièrement estimés à 25%) soient ainsi perdus, mais à notre connaissance aucune étude systématique n'a

Le lac Kivu est très différent²⁵. Il n'y avait que très peu de pêche dans ce lac, apparemment dépourvu d'espèces de poissons planctophages (ce qui expliquerait d'ailleurs la formation de gaz méthane: le phytoplancton n'entrant que très faiblement dans la chaîne alimentaire, se déposait à sa mort dans le fond du lac). En 1959, l'administration coloniale ensemença le lac Kivu avec des alevins de *Limnothrissa miodon*, mais ce n'est qu'en 1973 que les rares pêcheurs commencent à signaler des sardines (*sambaza*) d'un nouveau type dans leurs sennes. On introduisit la technique de pêche au catamaran/trimaran, puis plus tard la technique du "filet maillant". Cette technique, qui est mise en oeuvre par un pêcheur seul, relayé ensuite par un démailleur, requiert moins d'investissement de départ et de charges d'exploitation. On passe ainsi d'une pêche par équipe à une pêche individuelle, mais en 1998 les emplois "pêche" (carrelet, filet maillant, et senne) dépassaient tout de même les 2.000 unités, sans compter les emplois auxiliaires et ceux créés dans la filière de vente. La production totale de pêche sur le lac Kivu est estimée à 2.250 tonnes/an, dont 80% de *sambaza*. Par bonheur, cet apport de protéines s'est développé alors que la production de viande bovine diminuait. Le prix du kilo de *sambaza* oscille autour du prix d'une bouteille de bière (72 cl) locale, ou du quart du kilo de viande. Un propriétaire-pêcheur au filet maillant obtient un revenu mensuel moyen de 150-160 dollars US. Actuellement 200 filets maillants environ sont utilisés sur la partie congolaise du lac; ce chiffre pourrait monter, sans risque de surexploitation, à environ 600 (sur la base d'un filet maillant par km de rive du côté congolais)²⁶. Ce développement de la pêche sur le lac Kivu illustre l'intérêt de la combinaison d'une approche scientifique partagée entre plusieurs intervenants et d'un apport de fonds de développement, dans la durée, en partenariat avec les associations de pêcheurs.

investigué ce point. Le BEST avait suggéré en 1989 à la SUCKI d'agglomérer en briquettes la bagasse non consommée pour la production de vapeur dans l'usine d'extraction de sucre (environ 7.000 T/an). Des essais ont été réalisés, avec succès, mais la production industrielle aurait demandé un investissement important en presses de très haute densité.

²⁵ 2.370 km² (dont $\frac{2}{3}$ en RDC), 584 km³, 1.196 km de côtes, surface à 1.462 m, profondeur max. env. 500 m; 25 espèces de poissons, 276 jours de pêche/an, potentiel de pêche de 3.000 tonnes/an (révision à la baisse des estimations de 6-10.000 tonnes par sondages acoustiques de la FAO 1984-1989); grand réservoir naturel de gaz méthane (estimation: 63 milliards de m³).

²⁶ KANINGINI, B., et alii, *Pêche du sambaza au filet maillant dans le lac Kivu*, Namur, Presses Universitaires de Namur, 1999, 187p., (passim), et sources diverses.

3. CULTURES DE RENTE

En fonction de ses différents climats et sols, le Sud-Kivu connaît quatre cultures de rente: café, quinquina, thé et coton. Les deux premiers sont des produits d'exportation; les deux derniers sont consommés sur le marché intérieur. Mais même pour le thé, les producteurs doivent compter avec les productions d'autres pays de la bande intertropicale, qui ne connaissent pas les mêmes contraintes économiques. En particulier, le Kenya, la Malaisie ou l'Indonésie ont un accès beaucoup plus court à la mer, ce qui réduit fortement les coûts de transport. Ainsi, dans les conditions actuelles du marché mondial, il n'est difficile pour les producteurs du Sud-Kivu d'importer des engrais chimiques via les ports de l'océan indien²⁷, et ils doivent donc s'efforcer d'assurer la rentabilité de leurs entreprises malgré ce handicap qui diminue leurs rendements d'environ 30 à 40%.

3.1. Café

A partir des années 1920, des colons implantèrent des plantations de café au Sud-Kivu, de la variété *Arabica* dans les hautes terres d'abord, puis de la variété *Robusta* dans les contrées moins élevées (Plaine de la Ruzizi et bord du lac Tanganika en territoire de Fizi). Mais il se révéla assez vite que la plupart des sols et des zones climatiques du Sud-Kivu, au contraire du Nord-Kivu, étaient peu propices à la culture industrielle du café (maladie du *dye-back* par épuisement de la plante); s'y ajouta en 1932-33 la crise du café qui cassa les reins de ces premiers colons. Ainsi cette culture ne s'étendit jamais beaucoup au Sud-Kivu, sauf sur les bords du lac Kivu où quelques plantations connaissent des rendements d'environ une tonne et demie de café-parche à l'hectare²⁸. Les autres plantations furent transformées en plantations de thé ou de quinquina, en pâturages, etc. La plus grande part des surfaces plantées en café consiste en petites parcelles villageoises de quelques ares sous bananiers, qui interviennent, selon des estimations difficiles, pour environ 75% de la production de café. En général la qualité du café acheté en baies fraîches (appelé *fully-wash*) est bonne (grades K4 et même K3, dans le cas de l'*Arabica*), mais les tonnages restent faibles; ils se répartissent entre environ 80% d'*Arabica* et 20% de *Robusta*²⁹. La seule usine à café qui fonctionne

²⁷ Un kg d'engrais rendu plantation au Kenya ne coûte qu'environ 12 francs belges, contre 20 francs belges au Kivu. Il en faudrait 300 à 400 kgs par hectare.

²⁸ 1,75 à 2 tonnes si application d'engrais (à comparer avec des rendements de 2,5 à 3 tonnes au Brésil).

²⁹ qui est guetté par la progression de la trachéomycose depuis le nord du pays (déjà signalée à Beni). Cette maladie est extrêmement dangereuse: il faut déraciner et incinérer les plants malades et leurs voisins sur un rayon de plusieurs centaines de mètres. C'est ce qui fut fait avec

dans la province est située à Kakondo (Katana); y convergent tous les achats de café en parches³⁰. Une part importante du café villageois du Sud-Kivu est aussi exportée depuis le Nord-Kivu (via des achats par la SOTRAKI/Goma et le Domaine de Katala). En outre, depuis de très nombreuses années, le Sud-Kivu (surtout les villages proches du lac Kivu ou de la rivière Ruzizi) connaît une fraude importante vers le Rwanda, où le prix d'achat est meilleur. Les chiffres officiellement enregistrés du côté congolais doivent probablement être multipliés par trois ou quatre pour avoir une idée plus approchante de la réalité: le Sud-Kivu exporterait ainsi actuellement environ 4.000 tonnes de café-marchand par an³¹. Comme chacun sait, les cours mondiaux du café évoluent en dents de scie³², et cela incite les acheteurs à une grande prudence. D'ailleurs depuis 1998, il n'y a quasiment plus qu'un seul acheteur! Plusieurs groupements locaux de caféiculteurs villageois en territoires de Walungu et de Kabare, soutenus par l'une ou l'autre ONGD locale, cherchent depuis quelques années à s'organiser; cette initiative est pour le moment en veilleuse à cause de l'insécurité, mais ses initiateurs présentent suffisamment de détermination et d'expérience pour avoir toutes chances d'arriver à leurs fins dès que la paix reviendra. L'objectif est d'améliorer le traitement du café³³ afin de lui conférer un label propre, et d'exporter dans une formule du genre des "Cafés Max Havelaar".

3.2. Thé

succès en 1943-44 dans les Uele, pour stopper une attaque venue de l'Ubungui-Chari (Centrafrique).

³⁰ Cette installation appartient à trois "acquéreurs", qui la louent depuis 1993 à la SIPEF (Société internationale des plantations et finances, Schoten/Anvers), qui l'a réhabilitée puis modernisée (capacité actuelle: 1200 T/an de café-marchand). Bien que la SIPEF ait arrêté ses achats de café depuis deux ans, elle continue à louer cette usine (afin de disposer d'un outil performant en cas de reprise de ses achats de café), mais la sous-loue à l'acheteur actuel. Environ 200 femmes et jeunes filles de Katana y travaillent pendant la campagne de café.

³¹ Traditionnellement, les banques jouaient un grand rôle financier dans la filière caféière, par le biais de financements sur consignation (*red clause*/café en cerises, *green clause*/café-parche, etc.). Leur propre crise les a éjectées de la filière dès le début de la décennie écoulée, ce qui a en fait fait baisser de 6% les frais d'exportation. Coût du transport Bukavu-Mombasa: 180 dollars US/T, plus 35 dollars US de frais divers de sortie (chiffres valables sur la base de lots de 60 T).

³² Les conditions climatiques font parfois fortement chuter la production mondiale de café, d'où une forte tension sur les prix, qui incite de nombreux petits planteurs villageois à planter des caféiers, et aboutit trois ou quatre ans plus tard à une surproduction, et à une chute des prix.

³³ Introduction à crédit de dépulpeuses des cerises fraîches (voie humide), meilleures conditions de séchage du café encore en parche, et introduction de déparcheuses (au lieu du pilonnage).

Depuis 1925, de nombreuses plantations de thé "*Assam*" ont été installées dans toute la région des Grands Lacs africains. Pour le cas du Sud-Kivu, ceci concerna les hautes terres des territoires de Walungu, Kabare et Kalehe. Certains colons, ayant installé de petites plantations de l'ordre de 100 à 150 Ha et de petites usines à thé, se firent un nom prestigieux comme *tea-makers* dans ce créneau particulièrement prisé dans le monde anglo-saxon. Des sociétés agricoles mirent en place de grandes plantations de plusieurs centaines d'hectares, avec des capacités de traitement équivalentes. Dans les années 1970, la coopération belge finança l'INERA pour mener une sélection de thé à la plantation de Mbayo (à partir de sa station agronomique de Mulungu). De son côté, la coopération européenne (FED, Fonds européen de développement) suivit une politique de doter les pays nouvellement indépendants d'entreprises de production agricoles d'Etat, pour améliorer leurs ressources tout en créant de l'emploi sur place. En R.D.Congo furent ainsi installées des plantations de palmiers à huile et de cacaoyers (PALMEZA et CACAOZA en Equateur); au Kivu (comme au Rwanda et au Burundi), le choix se porta sur le thé: le Sud-Kivu reçut deux plantations et usines à thé, qui furent gérées par une Commission agricole du Sud-Kivu (Muleke/Butuza et Madaga/Tshivanga). Ce fut cependant un échec, car l'Etat congolais n'eut pas la capacité de gérer convenablement ces unités agricoles. Après une longue période d'abandon, parsemée d'épisodes de reprise, ces deux unités ont été privatisées il y a quelques années. Dans les années 1970, la Pharmakina avait aussi racheté plusieurs concessions qui comportaient du thé, mais elle s'en est ensuite défait dans les années 1980. Au début des années 1990, le Sud-Kivu comptait encore 7 usines à thé, mais plusieurs ont été pillées pendant la guerre de l'AFDL à la fin de l'année 1996³⁴.

Jusqu'à l'effondrement des cours mondiaux du thé en 1985-86, chutant de 2,60 dollars US/kg en 1984 à 1,20 dollars US/kg en 1986, le Kivu exportait surtout sur le marché mondial, les grades inférieurs (10 à 15%) étant livrés au Soudan, et sur le marché intérieur (Kinshasa, Mbuji-Mayi, Lubumbashi). Depuis lors, le marché s'est totalement réorienté vers l'intérieur: ces dernières années, le Sud-Kivu livrait 1.500 T/an à Kinshasa et Mbuji-Mayi³⁵, atteignant aussi par là Brazzaville et même l'Angola. C'est dire que toute interruption du trafic aérien entre le Kivu et Kinshasa ou le Kasai, comme ce fut le cas entre novembre 1996 et juin 1997, puis depuis août 1998, est tout simplement mortelle pour l'économie du thé du Kivu. Sans oublier que quand la reprise de

³⁴ La SIPEF a amorti à son bilan 1998 son patrimoine en R.D.Congo (dont surtout de très grandes palmeraies en Equateur). Mais elle reste attentive à des perspectives de reprise.

³⁵ Le thé était transporté par le lac jusqu'à Goma, puis chargé à bord d'avions-cargos par lots de 30 tonnes à la fois. Le marché des villes minières du Katanga est fourni par la voie "lac+rail" Uvira-Kalemie-Lubumbashi, avec quasiment les mêmes interruptions dues aux guerres.

ces livraisons sera possible, il faudra commencer par retailler les théiers dans toutes les plantations, laissées à l'abandon. Il n'est pas non plus possible de reprendre entre temps l'exportation par l'Afrique de l'Est, car les conditions d'insécurité actuelles interdisent aussi bien de faire venir les femmes et jeunes filles très tôt le matin dans les plantations pour la cueillette, que de sortir les tracteurs et remorques de transport, ou d'usiner le thé en continu jour et nuit.

A l'heure actuelle, la rentabilité requiert de produire au moins 450 T/an de thé sec; sachant qu'un hectare permet de produire une tonne de thé par an, il faut donc soit disposer de 450 hectares de théiers, soit compléter sa propre production par des achats de feuilles de thé dans les environs, à d'autres plantations industrielles dont les usines sont abandonnées, ou à des planteurs villageois. Cette contrainte d'échelle serait allégée s'il était possible de remplacer les théiers actuels du Sud-Kivu par des cultivars plus productifs³⁶. Mais l'opération coûterait vraisemblablement 2.500 à 3.000 dollars US à l'hectare, car elle concerne 10.000 pieds à l'hectare. De même la rentabilité des usines à thé serait améliorée si on installait de nouveaux fours de séchage.

Le thé est une des seules productions végétales du Sud-Kivu qui exige absolument de passer par une usine.

3.3. Quinquina

L'arbuste *Cinchona ledgeriana* fait partie de l'histoire mouvementée du Sud-Kivu. Cet arbuste, communément appelé quinquina, est originaire des Andes, où la civilisation pré-colombienne utilisait déjà son écorce pour son pouvoir fébrifuge. Ce pouvoir provient de la quinine, qui est un des alcaloïdes utiles présents dans les écorces aériennes et racinaires de cet arbuste. Les premiers colons du Kivu, considérant la similitude des conditions climatiques, essayèrent d'en implanter à partir des plantations hollandaises en Indonésie. Plus tard, la guerre du Pacifique créa une forte demande de quinine car les armées alliées étaient coupées des approvisionnements habituels, contrôlés par l'armée japonaise (même effet lors des guerres de Corée, puis du Vietnam). Les plantations se multiplièrent³⁷, et une usine d'extraction (Congokina) fut construite à Bukavu au lendemain de la seconde guerre mondiale. En 1956,

³⁶ comme ceux qui ont été importés du Kenya en 1962 par Unilever pour installer la plantation de Mweso au Nord-Kivu: 400 Ha plantés sur 4.000 Ha de concession; rendements de 2 T/ha. Cette plantation appartient depuis quelques années à une association entre la SIPEF et le Groupe sucrier (Lippens).

³⁷ Superficies pour l'ensemble du Kivu montagneux: 1939: env. 100 Ha; 1954: 7.100 Ha; 1960: 3.810 Ha; 1970: 5.600 Ha; 1975: 9.500 Ha. Voir VANDENPUT, R., *Les principales cultures en Afrique Centrale*, Bruxelles, Administration générale de la coopération au développement, 1981, pp.1136 et 1145. Ne pas perdre de vue qu'un hectare planté ne peut être récolté que plusieurs années plus tard.

l'entreprise pharmaceutique allemande Böhringer-Mannheim s'associa à 50% dans Congokina. Pendant tout ce temps, la station de recherches agronomiques de Mulungu, proche de Bukavu, pratiqua des sélections qui atteignirent des teneurs (variables avec l'âge) de 14% de QAA (quinine alcaloïde anhydre). Après l'indépendance, la recherche s'estompa, et les teneurs en alcaloïdes retombèrent lentement (moyenne actuelle de 6 à 7%). Toutefois la plupart de ces plantations restèrent en production, mais un bon nombre passèrent de mains en mains jusqu'à être reprises par trois sociétés: la Kinaplant, créée par ACF (Amsterdam Cinchona Fabriek/ACF ChemieFarma, Pays-Bas) qui éprouvait des difficultés à s'approvisionner en écorces depuis l'Indonésie³⁸, fut la première à racheter dès 1962 environ 1.000 hectares de plantations individuelles de quinquina; la société Bukina (Büchler, Allemagne) en acquit autant; et la Pharmakina, qui avait racheté complètement Congokina en 1961, agrandit son domaine en rachetant 6.434 hectares de concessions diverses (thé, café, quinquina, pâturages et boisements; elle se défait plus tard du thé et du café).

A partir de 1980, une maladie cryptogamique, le *Phytophthora cinnamoni*, commença à attaquer le cinchona (après avoir jusque-là sévi sur les avocatiers), bientôt rejoint par le *Phytophthora parasitica*³⁹; les deux formes de cette maladie réduisent la teneur en alcaloïdes. La lutte phytochimique a un coût prohibitif. En 1988-1992, la Pharmakina a pratiqué à Bukavu la multiplication *in vitro* de souches résistantes: résultat à apprécier vers 2008!

Le cycle du quinquina est d'environ 14 à 15 ans au maximum; sur un cycle, un hectare produit 10 tonnes d'écorces séchées (y compris celles des racines à la fin du cycle). Les pays producteurs sont surtout l'Indonésie et la R.D.Congo, tandis que le Kenya, le Rwanda, le Guatemala et quelques autres pays viennent loin derrière. C'est une filière assez étroite: il y a une vingtaine

³⁸ Entre 1945 et 1949, l'accession mouvementée de l'Indonésie à l'indépendance, puis la nationalisation des plantations hollandaises le 31 octobre 1953, y mirent à mal une filière "quinquina" très florissante qui, passée dans les mains de l'oligarchie militaire, mettra très longtemps à se relever. Ce n'est qu'une vingtaine d'années plus tard que ce pays se retrouvera pratiquement à égalité avec le Kivu, mais avec le même problème de maladie. Tout récemment il se présente même sur le marché mondial comme acheteur d'écorces (depuis le Kivu), afin de pouvoir honorer des contrats de fourniture de QAA aux Etats-Unis.

³⁹ Les scientifiques n'ont pas encore expliqué pourquoi cette attaque n'a débuté que vers les années 1980, alors que le sol contenait déjà depuis longtemps des spores de ce champignon, qui s'attaquait plutôt aux avocatiers. Ce serait un phénomène "opportuniste" lié à diverses dégradations des sols et des arbustes. De fait, le mode de gestion des plantations, très strict autrefois, a commencé à fonctionner à l'économie (diminution –sinon arrêt– des applications d'engrais azotés, espacement des nettoyages du sous-bois et des tailles d'éclaircie, etc.) à partir de 1974, c'est à dire au lendemain des mesures de "zaïrianisation" du 30 novembre 1973 (communication personnelle de Mr. Claude van de Walle, planteur, Bukavu, le 5 février 2000).

d'années, il n'y avait dans le monde qu'une demi-douzaine d'usines d'extraction⁴⁰.

Au début des années 1970 et jusqu'aux années 1980, la consommation mondiale tournait autour de 500 T/an QAA (soit 10.000 tonnes d'écorces à 5%), réparties entre $\frac{2}{3}$ pour le secteur pharmaceutique et $\frac{1}{3}$ pour l'alimentaire ("tonic"). Le Kivu fournissait sur le marché mondial entre 2 et 3.000 T/an, de même que l'Indonésie (production est en hausse depuis quelques années). En 1970, le kg de QAA était à 5.000 BEF, et le kg d'écorces sèches à 450 BEF. Cela suscita un fort engouement pour cette culture; à cette même époque (1972), un missionnaire fit campagne dans les villages du Sud-Kivu pour pousser les villageois à planter du quinquina⁴¹.

Il est difficile d'évaluer les besoins mondiaux des marchés habituels: les chiffres cités varient de 400 à 250 tonnes de QAA par an, avec une tendance à la baisse de 15%, les Etats-Unis ayant proscrit la quinidine au vu de ses effets secondaires. Entre temps l'industrie pharmaceutique a beaucoup bougé ces dernières années: ainsi Böhringer a été racheté par Roche, qui dispose déjà dans sa gamme de plusieurs médicaments de synthèse contre la malaria (*Fansidar, Lariam, Alfan*) et n'est pas fort intéressé à soutenir un produit concurrent. Non seulement cette activité a été arrêtée en Allemagne, mais la Pharmakina a fait l'objet d'une opération MBO (*management buy-out*) par deux cadres supérieurs de cette firme, et plusieurs plantations arrivées en bout de course ont été vendues. Or Böhringer avait surstocké du totaquina à partir du Sud-Kivu; ce stock a été racheté par la firme hollandaise DSM, en même temps qu'elle rachetait l'usine de quinine d'ACF; cette firme est donc en train de traiter son stock de totaquina, mais elle se préoccupe déjà de l'avenir. Isochem a été absorbé par la SNPE, et son activité en quinine a été arrêtée. Bien que le cours du kg QAA oscille entre 800 et 1.400 BEF (selon teneur, entre 4 et 6%), il y a encore un mouvement d'achat d'écorces (surtout au

⁴⁰ dont voici les principales: Pharmakina/Böhringer à Bukavu via Pharmedinvest à Luxembourg (la plus importante: capacité de 3.000 tonnes d'écorces/an (soit env. 255 T totaquina pour 125 T QAA), sa maison-mère Böhringer à Mannheim, Büchler à Braunschweig (RFA), Isochem à Pithiviers (France), et ACF à Maarsen (Pays-Bas); deux usines, en Belgique (Poudreries réunies de Belgique) et en Grande-Bretagne (Lake and Cruickshank), s'étaient retirées de la course en 1981. *Malnutrition et Quinquina au Kivu*, s.d, s.l., 1983, p.9. Kinaplant a été liquidée en 1990. Le quinquina a permis à des entreprises comme Böhringer ou ACF de se développer fortement; de même, il y a une dizaine d'années, Büchler a investi 800 millions francs belges dans une nouvelle usine, et l'Inde a également déployé de grands efforts dans ce domaine.

⁴¹ Ces planteurs villageois ne purent profiter de ces conditions favorables que sur un seul cycle de culture car ensuite la maladie du phytophthora envahit leurs plantations (à partir de 1980), puis les cours s'effondrèrent (milieu des années 1980). Entre temps, ils avaient soustrait à leurs femmes de bons terrains de culture vivrière, les forçant ainsi à ouvrir leurs champs sur les flancs de collines, moins fertiles. Après le *boom* des écorces de quinquina, ces terrains furent rendus aux cultures vivrières.

départ du Nord-Kivu), en particulier à destination de l'Inde (environ 700 à 800 tonnes) et de l'Indonésie (environ 1.300 tonnes). Le kilo d'écorce s'achète à 0,4-0,6 dollars US/kg; il faut ajouter 0,45 dollars US pour le transport Kivu-Anvers et 4,2% de taxes et frais divers d'exportation⁴². Plusieurs planteurs industriels du Sud-Kivu préfèrent continuer à récolter leurs écorces et à les stocker, dans l'espoir d'une remontée des cours vers 2002: les Etats-Unis seraient en train de revoir leur mesure d'interdiction de la quinidine, et les molécules de synthèse sembleraient rencontrer de nouvelles résistances de la part du *Plasmodium falciparum* (malaria). Entre temps on signale parfois des avancées en matière de vaccins contre la malaria, mais cela ne semble pas encore au point; il est vrai que les grandes multinationales pharmaceutiques ne sont visiblement guère intéressées à investir puissamment dans la recherche et le développement sur ce genre de maladies tropicales, qui n'offrent que peu de retour sur l'investissement consenti. Le comportement du marché pourrait être déterminé à l'avenir par un pays comme l'Inde, qui se développe incontestablement: si ce pays, bien que producteur, promouvait une lutte systématique contre le paludisme, il pourrait –avec son milliard d'habitants– faire la différence.

3.4. Coton

Du temps colonial, le Congo belge développa fortement la culture du coton dans les espaces de savanes (au Kasai, Maniema, Nord-Katanga, Lualaba, Ubungui, Uele et Ituri). La plaine de la Ruzizi et la baie d'Ubwari (ex-Burton) sur la rive occidentale du lac Tanganika participèrent à cet essor, par leurs vastes emblavements en coton⁴³, et les deux usines d'égrenage de Baraka et d'Uvira.

La réputation du coton en République démocratique du Congo est assez mauvaise, car cette culture est assimilée, dans la mémoire populaire, aux cultures obligatoires du temps de la colonie. Pourtant la culture du coton, lorsqu'elle est promue dans un site par une société cotonnière, est assez intéressante pour le cultivateur, malgré ses exigences (sarclages, traitements pesticides, ramassage et brûlage des tiges après récolte, etc.): en effet, les engrais et les pesticides qui y sont appliqués profitent aux cultures vivrières qui suivent dans la rotation agricole. Dans les années 1950, il fallut même freiner l'arrivée dans la Plaine de la Ruzizi de populations attirées par les revenus du coton! Du côté burundais, l'office national cotonnier (COGERCO)

⁴² Redevance à l'Office congolais de contrôle: 1,2%; taxe à l'exportation (OFIDA): 2%; taxe provinciale: 1%.

⁴³ En 1959, année-record, la plaine de la Ruzizi produisit 9.464 tonnes de coton-graine, soit environ 3.150 tonnes de coton-fibre.

gétait dans les années 1980 \pm 7.000 tonnes de coton-graine (soit \pm 2.750 tonnes de coton-fibre), en diminution lente⁴⁴. Il est très peu connu au Sud-Kivu que le coton de la Plaine de la Ruzizi, tant burundais que congolais, est un des meilleurs cotons du monde. En effet, les opérateurs cotonniers répandaient plutôt l'information inverse, afin de justifier le faible prix auquel ils achetaient le coton aux planteurs villageois⁴⁵. Lorsque la CFDT (Compagnie française pour le développement des fibres textiles) reprit l'usine cotonnière d'Uvira, en association avec le groupe belge TEXAF (UTEXAFRICA à Kinshasa), elle releva le prix d'achat au planteur, fournit des engrais de fond et encouragea la culture attelée avec des bœufs: le niveau de production remonta en quelques années, et ce coton fut expédié par la voie de Kalemie (lac-chemin de fer-barge fluviale) vers Kinshasa, afin de diminuer la lourde charge des importations depuis la République de Centrafrique et le Tchad. Nouvelle démonstration de la réorientation des productions agricoles du Kivu vers le marché intérieur. Mais la guerre de 1996 anéantit tout à fait ces efforts: la production stockée, d'une valeur d'un million de dollars, fut subtilisée par la COTEBU, et les installations de l'usine d'Uvira furent pillées de fond en comble (sauf les égreneuses et les presses). Une reprise supposerait de réinjecter environ un demi-million de dollars pour réinstaller un équipement minimum, et de régler le litige avec la COTEBU. La CFDT n'est pas disposée à faire cet effort, alors qu'elle enregistre en Afrique de l'Ouest des productions nettement supérieures avec beaucoup moins d'efforts et d'incertitudes.

Un aspect mineur est l'utilisation des graines de coton en alimentation bovine. Cette supplémentation est très pratiquée en Afrique de l'Ouest, moyennant quelques précautions pour éviter les effets toxiques du gossypol présent dans ces graines. Or l'extraction de l'huile à Bujumbura était devenue

⁴⁴ Aussi longtemps que la COGERCO utilisa du personnel expatrié, elle s'est trouvée devant un casse-tête: comment disposer d'assez de ressources en devises étrangères pour rétribuer ce personnel alors que l'usine textile COTEBU, construite à Bujumbura par la Chine continentale, exerçait des pressions pour restreindre les exportations de coton-fibre sous le plafond de 500 T/an? Une solution se greffa sur la fraude de coton-graine qui depuis plusieurs années traversait la rivière Ruzizi dans le sens R.D.Congo-Burundi, car le prix payé aux cultivateurs de coton burundais était nettement meilleur. Encore fallait-il que la production de coton-fibre en R.D.Congo reste à un niveau suffisant! Lorsque cette production montra des signes évidents d'essoufflement, le système fut poussé jusqu'à mettre à la disposition des cultivateurs congolais des graines sélectionnées de coton (variété PAN 575 en provenance du Tchad).

⁴⁵ Une preuve de ceci est fournie par le fait que pendant plusieurs années, l'usine cotonnière d'Uvira appartenait au groupe brassicole UNIBRA de Kinshasa: sa production de boissons étant vendue en monnaie nationale, elle était à la recherche de devises étrangères sans devoir passer par les taux élevés du marché parallèle; vendre de l'excellent coton en devises étrangères résolvait la question. Mais produire du coton n'est pas le métier d'un brasseur, qui dut se retirer.

une opération administrativement très compliquée et finalement peu rentable: plutôt que de brûler en pure perte ces énormes tas de graines, un marché aurait peut-être pu se développer du côté des éleveurs.

4. PRODUITS FORESTIERS

4.1. Bois d'œuvre

Le Sud-Kivu dispose de gisements importants d'essences forestières d'altitude, en particulier à Kalonge et Bitale, et à Nindja, à moins de 100 km d'un centre relativement important de consommation comme l'agglomération de Bukavu. Par contre le bois d'œuvre est plus difficile à trouver dans la partie méridionale de la province (Uvira, Baraka, Fizi). Bien qu'il soit débité à la main (sciage de long), ce bois d'œuvre répond assez correctement à des normes standardisées; toutefois Bukavu et environs comptent aussi trois scieries mécaniques, dont deux usinent surtout les cyprès et grévillia robusta des plantations de thé. Le Nord-Kivu a si intensément exploité autrefois son bois d'œuvre dans les sites accessibles qu'il n'en dispose presque plus. Le Rwanda et le Burundi voisin manquent également de bois d'œuvre. Si la situation se régularisait, il y aurait place pour une activité de menuiserie en direction de Goma, et des deux pays voisins. Au début de la dernière décennie, plusieurs ont essayé de se placer sur une filière de fourniture de bois d'œuvre aux pays du Golfe, mais cela n'a pas eu de lendemain, car les spécifications de ces achats, liées à un transport par container maritime, étaient très sévères.

4.2. Ecorces de *Pigeum africanum*

Il s'agit d'un arbre de la forêt d'altitude (au-dessus de 1.500 m), dont l'écorce contient un principe actif utilisé pour le traitement de troubles de la prostate. On le rencontre sur la face ouest du massif du Kahuzi, et en Itombwe. Plusieurs firmes du Sud-Kivu achètent ces écorces séchées, et en exportent environ 200 tonnes par an vers l'Europe. Cependant les conditions d'insécurité qui prévalent dans ces sites de récolte ont bloqué ce mouvement.

5. MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Mis à part le bois d'œuvre, dont il vient d'être parlé, les matériaux de construction de Bukavu sont fournis par les sablières des rives du lac Kivu (à l'île d'Idjwi surtout, et subsidiairement du côté de Kalehe) et les carrières proches de la ville. Les briques viennent de Nyangezi, et le ciment préférentiellement de Kalemie et secondairement de la cimenterie du

Rwanda⁴⁶. Autrefois l'île d'Idjwi produisait beaucoup de briques pour le marché de Bukavu, mais sa production a diminué par manque de bois de feu. Des briques sont produites localement pour les besoins des villages trop éloignés de Nyangezi (Bunyakiri, Ciherano, etc.)

6. PRODUCTIONS MINIERES

Le début des activités minières au Sud-Kivu remonte officiellement au 1er décembre 1923. Pendant toute la période coloniale et les premières années de l'ère indépendante, ces activités furent menées exclusivement par des sociétés industrielles, où le groupe belge EMPAIN était fortement présent. Il régnait dans les concessions minières une très grande discipline, mais celle-ci a commencé à se relâcher vers 1970: des creuseurs clandestins commencèrent à opérer dans d'anciens chantiers à ciel ouvert, ou même dans les galeries d'anciennes mines d'or de la MGL (Minière des Grands Lacs), malgré les risques d'éboulements; et bientôt ils s'enhardirent, en achetant la complicité des gardes et de la Brigade Minière, à pénétrer de nuit dans les galeries souterraines de la mine en activité à Mobale (Kamituga) ainsi que dans les installations à ciel ouvert de Lugushwa (à une trentaine de kilomètres plus au sud-ouest). Dès ce stade, il devenait difficile de lutter contre les fraudeurs et de maintenir la rentabilité de l'entreprise. Dans ces conditions, l'ordonnance-loi n°82/039 du 5 novembre 1982 autorisant l'exploitation artisanale des matières précieuses, bien qu'elle ait explicitement interdit l'activité artisanale dans les concessions couvertes par des titres miniers exclusifs (art.32), a évidemment contribué à renforcer cette tendance, et à fragiliser l'exploitation industrielle. Cette ordonnance-loi déclencha un processus de très grande ampleur: de nombreuses familles des contrées minières laissèrent maisons, champs et écoles pour aller creuser le sol à la recherche de ces métaux précieux ou rares: cassitérite, colombo-tantalite et or; des hommes des contrées environnantes, surtout de la rive du lac Tanganyika et du Bushi, les rejoignirent en masse, et s'y organisèrent sur une base informelle, régie par des règles frustes mais strictes... Cette ordonnance de 1982 fut en quelque sorte la "zaïrianisation pour les pauvres gens", une dizaine d'années après la "zaïrianisation pour les favorisés du régime" ("acquéreurs") de 1973.

⁴⁶ La cimenterie de Mayuza/Katana n'aura fonctionné que quelques années: elle a été abandonnée en 1967 au moment de la mutinerie de J. Schramme. Au début des années 1990, elle a été brièvement remise en marche (Inter-Lacs), mais en traitant du clinker en provenance de Kalemie (Ciments-Lac) et de la pouzzolane de Sake. Il y a quelques années, elle a été rachetée par M.Forrest (Lubumbashi), en même temps que celles de Lubudi et de Kalemie, mais il y a de fortes chances qu'elle soit trop petite pour pouvoir être relancée d'une manière rentable.

6.1. Cassitérite et coltan

Le premier bloc de cassitérite fut découvert en 1930 par les géologues Dorsinfang et Karcher⁴⁷. La cassitérite (densité: 6,95) permet de produire l'étain, fort utilisé dans le fer-blanc et divers emballages alimentaires. Les plus grands producteurs de cassitérite furent pendant longtemps la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie, avec l'avantage d'un accès très court aux ports maritimes. A partir de 1956, l'accord international sur l'étain influa sur le cours de ce métal, qui évolua lentement de 100.000 à 300.000 francs belges/tonne, mais cet accord se brisa en 1976. Sept sociétés minières industrielles en activité au Kivu fusionnèrent pour donner naissance à la SOMINKI (Société minière et industrielle du Kivu, société mixte avec une participation de 28% de l'Etat congolais, formée le 20 mars 1976), avec un "pôle cassitérite" à Kalima au Maniema et un "pôle or" à Kamituga au Sud-Kivu. Puis en une dizaine d'années, ce cours grimpa jusqu'à 700.000 francs belges par tonne, pour s'écrouler brutalement en 1985-1986 sous le plafond de 300.000 francs belges par tonne, du fait du remplacement de l'étain par d'autres types d'emballage alimentaire. D'année en année, la SOMINKI s'affaiblit, malgré de nombreuses mesures drastiques d'économie: réduction du personnel expatrié, abandon de sites, espacement des entretiens des installations hydroélectriques et des routes d'exploitation, lente dégradation des services sociaux, etc. Peu à peu, cette société fut réduite à ne traiter que les productions présentées par les creuseurs...⁴⁸

Ce n'est qu'assez récemment que la cassitérite retrouve un certain intérêt, à la faveur des besoins de soudure dans les circuits électroniques des équipements informatiques, en forte expansion. Actuellement, la mercuriale de la cassitérite est à 1,50 dollars US/kg rendu frontière orientale de la R.D.Congo. Le cours CIF à Anvers est de 5.200 dollars US/tonne pure. Comme les teneurs tournent autour de 60%, la tonne est payée autour de 3.100 dollars US, dont il faut retirer divers frais pour un montant de 1.100 dollars US.

⁴⁷ Interview de Me Marcel MICHAUX, conseiller juridique CNKi de 1928 à 1931, COMITE NATIONAL du KIVU, *Vingt-cinquième anniversaire (1928-1953)*, Bruxelles, Editions L.Cuypers, 1953, p.147.

⁴⁸ Au déclenchement de la guerre de l'AFDL à la fin 1996, la SOMINKI disposait d'un stock d'environ 500 tonnes de cassitérite, dont une partie a été utilisée par l'AFDL pour financer son effort de guerre. La deuxième guerre en vit une autre partie (environ 100 tonnes) réquisitionnée par le RCD, tandis que l'armée rwandaise en saisissait un stock important à Punia, et que la RMA évacuait les stocks présents à Kalima et Kailo (111 tonnes, et 1.312 kgs de coltan), et en mars 2000 celui de Lulingu qui avait été entreposé à Bukavu.

La SOMINKI ne traitait qu'assez peu la colombo-tantalite ("coltan")⁴⁹, guère présente dans ses concessions minières du Maniéma (sauf dans ses concessions de Ona, Lulingu et Lugushwa/Kabereke). Mais depuis quelques années, ce métal défraie la chronique du Sud-Kivu. Paradoxalement la disparition complète des différents représentants de l'ordre public d'autrefois (autorités administratives, différents corps d'armée, garde minière, etc.) a sécurisé et stabilisé cette activité artisanale, même si des commandants militaires des forces d'occupation se sont introduits dans cette filière.

Les exportations sont actuellement taxées sur la base de 15 dollars US/kg. Le cours sur le marché mondial oscille entre 26 et 32 dollars US/livre pour un minerai présentant entre 25 et 40% de teneur, rarement atteinte. La complexité –et donc le coût élevé– des procédés industriels pour isoler les différents métaux présents dans ce minerai (cassitérite, colombite, tantalite, wolframite, tungstène, etc., tous de densités très proches de 7) pèsent lourdement sur les prix. Le Kivu produirait entre 1.500 et 1.800 tonnes de coltan par an (y compris les ventes opérées via Kigali, où deux unités de traitement⁵⁰ achètent du minerai en provenance du Kivu). Le raffinage est exécuté surtout à Hoboken (Belgique), ainsi qu'en Allemagne et aux Etats-Unis. La production mondiale de tantale s'est élevée à 750 tonnes en 1979 et à 1.000 tonnes environ en 1982; les Etats-Unis en absorbent 75%.

6.2. Or

L'or a probablement été la locomotive de la survie au Sud-Kivu. Il est cependant extrêmement difficile d'aligner des chiffres, pour plusieurs raisons simples: l'Etat n'a ni les moyens –ni sans doute la volonté– de superviser ce secteur par un suivi des activités et l'organisation de prospections géologiques; les sociétés minières sont plus que discrètes sur leur activité; et plus encore les orpailleurs! On ne peut que rassembler quelques suppositions réalistes. Ainsi, les orpailleurs interviennent dans une proportion croissante allant sans doute jusqu'à 90%. Même si 60% d'entre eux n'obtiennent qu'un gramme d'or par jour⁵¹, ils sont si nombreux qu'au bout du compte, leur production est élevée: en y incluant Nord-Kivu et Ituri, *Consolidated Gold*

⁴⁹ Ce métal présente une exceptionnelle résistance à la corrosion chimique; il résiste aussi aux très hautes températures, mais sa haute densité (7,5) gêne les applications spatiales. Grâce à ses qualités électriques, le tantale est surtout utilisé dans les condensateurs (65%), tandis que 20% vont à l'infrastructure des industries chimiques.

⁵⁰ Une petite unité, montée avec un investissement en matériel d'occasion d'environ 100.000 dollars US, produit environ 60 tonnes de cassitérite et 10 à 15 tonnes de coltan par mois. Elle répartit par an environ 2 millions de dollars US entre achats de minerai et salaires, taxes, etc.

⁵¹ Enquête portant sur 100 creuseurs artisanaux répartis en 5 sites à Kamituga et environs, réalisée en décembre 1991 par l'ONGD PIL ("Promotion des initiatives locales").

Fields l'estimait en 1985 à 6.000 kgs; le BEAU (Bureau d'études, d'aménagement et d'urbanisme) à 15.000 kgs en 1988, les $\frac{3}{4}$ étant écoulés sur les comptoirs de Bujumbura⁵². La Banque nationale du Zaïre essaya pendant plusieurs années d'enrayer cette hémorragie, en coiffant un réseau de plusieurs comptoirs à Bukavu et Uvira (et Bunia en Province orientale), mais son action fut limitée par l'étroitesse de ses capacités financières: son prix était trop bas par rapport aux pays voisins, et même ainsi la banque n'aurait pas capable de l'absorber entièrement.

Plus encore que pour la cassitérite et le coltan, la fièvre de l'or qui s'est emparée du Kivu depuis 1983 a attiré de nombreux jeunes en forêt avec l'espoir de faire fortune; ils partirent en si grand nombre que cela déstabilisa la vie sociale: les jeunes mères de famille ne surent plus où donner de la tête pour faire bouillir la marmite; les travaux d'aménagements anti-érosifs pourtant urgemment nécessaires perdirent leur main d'œuvre, les familles se désunirent, l'éducation des enfants fut négligée; sur place, beaucoup de femmes devinrent "twangeuses" (pileuses de graviers aurifères) ou *Hilux* (transporteuses, du nom d'un modèle de pick-up 4x4 très répandu). La production vivrière souffrit du manque de bras, et les prix augmentèrent fortement. Cela décima aussi le gibier dans la partie occidentale de la forêt d'Itombwe. Des mécanismes d'épargne, une syndicalisation des orpailleurs, furent proposés mais en vain. Il est difficile de cerner l'impact sur le niveau de vie: l'argent ainsi gagné surgit souvent d'une manière brusque après de longs et épuisants efforts, et appelle une détente tout aussi brutale vécue sur le mode du *potlatch*. En fait les vrais gagnants furent les "trafiquants", liens entre les patrons d'équipes d'orpaillage et les comptoirs. En témoignèrent d'abord la multiplication des liaisons par avion reliant Bukavu et Goma aux endroits de concentration d'orpailleurs (Kamituga, Namoya, Saramabila, etc.), et ensuite le boom de la construction privée à Bukavu dans les années 1985-1995. En profitèrent aussi, bien entendu, les comptoirs d'or de Bujumbura, et plus tard de Kigali et Kampala.

Entretemps, la SOMINKI se retrouvait prise entre deux logiques contradictoires, tout aussi inappropriées l'une que l'autre: d'un côté les orpailleurs artisanaux s'efforcent de grappiller tout ce qu'ils peuvent trouver comme or, sur d'anciens sites aurifères ou même dans les concessions industrielles, voire en pénétrant dans la mine d'or industrielle par des galeries pirates; c'est la logique de la cueillette. D'autre part, l'opinion publique, exprimée véhémentement par les gens de cette contrée et ses originaires à Bukavu et à Kinshasa, manifeste une grande attente en termes de retombées

⁵² BUREAU D'ETUDES, D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME (BEAU), *Schéma régional d'aménagement Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Document préliminaire*, Montréal, Office de planification et de développement du Québec, 1992, miméographié, pp.195-198.

de l'exploitation industrielle de l'or sur les secteurs sociaux (santé, écoles, routes, énergie électrique, loisirs, cantines, etc.), arguant que les sociétés qui se sont succédées ont de plus en plus trahi leur fonction de développement du milieu. C'est la logique coloniale paternaliste. Cette position, héritée d'un passé qui a fortement marqué les esprits par ses réalisations indubitables, révèle en fait une incompréhension du rôle d'une fiscalité moderne: normalement, les impôts payés par ce genre de sociétés d'exploitation devraient fournir les ressources nécessaires pour réaliser ce genre d'objectifs sociaux. Mais l'expérience depuis l'indépendance n'a pas donné cette image de la fiscalité.

Actuellement, la commercialisation de l'or s'est faite très discrète à Bukavu (ou via Bukavu), mais des "commandants" militaires des forces d'occupation dans les zones aurifères opèrent aussi à titre privé.

7. CONCLUSIONS

En résumé, les cultures vivrières villageoises n'arrivent pas à assurer l'autosuffisance alimentaire; la filière de l'huile de palme et de ses sous-produits est totalement passée des mains des producteurs agro-industriels à celles d'une multitude d'acteurs, villageois et urbains; une ONGD financée par la coopération européenne a réussi à implanter de nouvelles variétés de riz, mais la réhabilitation des périmètres irrigués a été stoppée par des facteurs externes; la production industrielle de sucre est arrêtée, mais la canne à sucre continue à être grignotée; l'élevage des grands et petits ruminants a payé un très lourd tribut aux guerres successives, et continue à souffrir de la présence de divers groupes armés; l'élevage de basse-cour et les autres petits élevages familiaux se redressent péniblement; les pêcheries se sont retirées de la partie nord du lac Tanganika, laissant la place à une multitude de petits patrons pêcheurs; la pêche sur le lac Kivu a connu une forte extension, surtout par la promotion d'une technique de pêche quasiment individuelle; le café reste instable; le thé demeure l'affaire de sociétés de plantations, qui s'étaient totalement réorientées vers le marché intérieur, mais les usines sont pour le moment bloquées; le quinquina, lâché par son plus grand promoteur, a fortement souffert de l'arrêt des sélections agronomiques, son marché international est dans le creux de la vague, avec cependant des appels croissants depuis le sous-continent asiatique; le coton, pourtant excellent, a perdu son unité de traitement et est donc bloqué; à cause du climat conflictuel, le bois d'œuvre ne parvient pas à profiter de ses atouts comparatifs avec les contrées voisines; le marché de la cassitérite est en mauvaise posture depuis une quinzaine d'années, mais celui de la colombo-tantalite fleurit d'une manière débridée; il n'y a pratiquement plus de mine d'or, mais des milliers d'orpailleurs continuent à trouver le chemin des acheteurs... Certains de ces éléments se combinent dans des contrées particulières, comme la plaine de la Ruzizi, qui est perdante à la fois en sucre, en coton (et arachides), et en bétail. Seuls les riverains du lac Kivu gagnent des points avec la pêche et le transport des produits vivriers vers Bukavu. Dans la situation de guerre d'occupation dans laquelle le Kivu est plongé depuis près de deux ans, divers stocks de production (tant intrants qu'extrants) ont été prélevés comme butin de guerre, ou "réquisitionnés", ou encore retirés contre des factures insolvables. Pour le moment, chacun essaie de protéger son outil de production.

Au terme de cette étude, nous voudrions reprendre ici une thèse que nous avons nous-même formulée en 1995, et que les événements plus récents semblent confirmer: au moins au niveau de la production primaire, on était depuis plusieurs années en train de passer d'un modèle industriel à un modèle très fractionné entre une multitude d'acteurs. *«D'un côté, des secteurs entiers de l'économie sont en train de s'arrêter de fonctionner (par exemple le*

secteur bancaire) mais de l'autre les activités dites "informelles" sont en expansion. On assiste d'un côté à une désarticulation évidente des entités économiques de production héritées de la période coloniale, mais de l'autre à la mise en place de nouvelles chaînes de producteurs de biens et services... L'interprétation la plus immédiate de ce changement recourt aux concepts classiques d'économie de subsistance, d'autarcie, surtout alimentaires, de repli sur des entités locales, voire ethniques. Il est vrai qu'on se trouve en présence de phénomènes si peu familiers que l'arbre pourrait cacher la forêt... car ils ne cadrent pas du tout avec la physionomie d'une économie moderne telle qu'elle imprègne la société occidentale. Et ainsi, parce qu'on a les yeux braqués sur les processus de décomposition, on risque de ne pas voir les processus de recomposition. Or ce qui se joue ces années-ci au Zaïre est absolument capital: c'est 35 ans après l'indépendance, l'appropriation d'une économie par tout un peuple, dans un chaos apparent mais très organisé et finalement très rationnel. Il est clair que les mécanismes de l'économie moderne héritée du temps colonial ne sont pas maîtrisés par cette société. [...] Aujourd'hui [...] le système mis en place dans les années '40 s'écroule par pans entiers... Il y a là comme une nécessité historique: les éléments doivent être redimensionnés à la très petite échelle villageoise, et même familiale, une échelle élémentaire; la grande majorité des acteurs économiques ne sont à même, pour le moment, d'appréhender que ce niveau fragmenté, parcellisé, découpé en une multitude de segments, et c'est seulement à partir de ce niveau de base qu'ils seront capables de reconstruire l'édifice entier, en y mettant le temps qu'il faudra»⁵³.

Certains trouveront à cette thèse des accents pessimistes, défaitistes, cyniques, voire... racistes. Elle est pourtant plus optimiste que des propos comme «les fruits de l'échec économique»⁵⁴. Il reste que cela pose des questions graves en matière d'investissement et de redistribution des rôles pour l'entretien et la régénération des plantations, l'introduction de semences et de races d'élevage nouvelles ou améliorées, la recherche agronomique, l'ouverture de nouvelles mines, l'organisation des transports et des marchés, le rétablissement de la fiscalité, etc. Du point de vue de plusieurs industriels aujourd'hui hors-jeu, la question devient: quelle niche occuper dorénavant? Et il s'agira, lorsque les coopérations étrangères reviendront opérationnelles, d'éviter de s'épuiser à ramer à contre-courant...

TYPE DE PRODUCTION	MODE DE PRODUCT.	CAPACITE ANNUELLE	NIVEAU DE PRODUCT.	MARCHÉS	ALTERNAT. POSSIBLES	PERSPECTIVE 2000-2005
--------------------	------------------	-------------------	--------------------	---------	---------------------	-----------------------

⁵³ ONUDI, Projet d'appui au secteur privé, *op.cit.*, pp.7-8.

⁵⁴ CHABAL, P., et DALOZ, J.-P., *L'Afrique est partie! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Editions Economica, 1999, 196 p.

VIVRIER	Familial	Inconnue	(1997-1998) Déficitaire (+ achats Nord-Kivu)	Local (acheteur)	Techniques de culture intensive	Fragile
HUILE DE PALME	Villageois	Inconnue	Déficitaire	Local	Presses manuelles	Assurée si routes
RIZ (PADDY)	Familial	irr: 20.000T pluvial: ?	(4.000 T?) ?	Intérieur (Kivu)	Décorticage 'Engelberg'	Assurée si pacification
SUCRE	Industriel +paysannat	± 15.000 T	Arrêté (30.11.1995)	99% Intérieur	Ptes unités 'panela'	Incertaine
ELEVAGES - BOVIN - CAPRIN - POULES - LAPINS	Vill.+ferm Local Local Villageois	150.000 têt. ? ? 10.000?	50.000 ? Chute par guerre Expansion	Local+Buj Local Local Villageois	Fermes? Appui par ONGD El. discrets	Reprise si sécurité assurée + organiser soins vétér.
PÊCHE	Petites équipes	Kivu+Tang: 10.000 T?	7.250 T?	Local	Diffusion filets maill.	En expansion
CAFÉ	Villageois	5.000 T ?	4.000 T ? (avec fraude)	95% inter- national ?	Améliorer techniques	Marché fluctuant
THÉ	Industriel	3.000 T?	1.500 T	100% intérieur	Usinage in- contourna- ble	Reprise si fret aérien
QUINQUINA	Planteurs + villageois	3.000 T écorces/an =125T QAA	Stockage + petites ventes	± ½ marché mondial	Vente directe des écorces	Incertaine (nouveaux marchés?)
COTON	Familial + usinage	3.000 T coton-fibre	Arrêté 1996	100% intérieur	Usinage in- contourna- ble	Peu d'espoir
BOIS D'ŒUVRE	Villageois + scieries	?	?	Local	(Déjà artisanal)	Fournir Grds Lacs?
PIGEUM AFRICANUM	Villageois	?	220 T (1997)	Internation	Pépinières ?	Nécessite sécurité
CASSIÉR.	- Industriel - Creu- seurs	Arrêté 1998 ?	Nul ? (très actif)	Interna- tion	(Déjà artisanal)	Progression demande
COLTAN	- Industriel - Creu- seurs	Arrêté 1998 Très actif	Nul ± 1500 T?	Interna- tion	Ajouter 1 ou 2 ptes unités	Progression demande
OR	- Industriel -Orpillage	Arrêté 1998 15.000kgs?	360 kgs ?	Interna- tion	(Déjà artisanal)	Orp. reste compétitif

Quelques autres conclusions s'offrent. Tout d'abord, contrairement à d'autres pays, il n'y a pas de prime à la qualité pour des produits de rente comme le thé ou le café. D'autre part, plusieurs productions ont bénéficié entre les années 1985-1995 de la collaboration d'ONGD locales⁵⁵. Seules les cultures de rente du quinquina et du thé n'ont pas été abordées par les ONGD.

⁵⁵ Riz et manioc par le CDC-Kyringye; sucre par "Solidarité Paysanne" (devenue inopérante); huile de palme par le BDD (Bureau diocésain de développement de Bukavu), SIDEM/Mwenga, CADIC/Uvira; élevage par CAB/Bukavu, ADI-Kivu, VAS/Kalonge, etc. D'autres ont cherché à intervenir, comme PIL/Kamituga parmi les orpailleurs, mais n'y sont

Enfin une dernière conclusion, évidente, est qu'il y a encore beaucoup de pain sur la planche pour arriver à mieux connaître comment fonctionne l'économie de cette province du Sud-Kivu. En particulier, il faudrait arriver à rassembler davantage de données, aujourd'hui éparses, en une véritable base de données, et d'autre part décrire finement la dizaine de "pays" très différents les uns des autres qui constituent le Sud-Kivu: la Plaine de la Ruzizi, les Hauts-Plateaux d'Uvira, le Ngweshe, l'île Idjwi et les autres îles du lac Kivu, la grande forêt tropicale humide, etc. Ce n'est sans doute qu'à ce prix qu'il sera possible de remonter correctement les pièces éparses de ce moteur.

Bukavu, avril 2000

pas parvenues, à cause d'oppositions diverses ou des circonstances. Même si leurs interventions, qui portaient souvent sur des points de blocage en amont des filières de production, n'ont pas toujours été parfaites, elles ont prouvé leur capacité professionnelle sur une échelle conséquente. Toute reprise à l'avenir devrait considérer leur intégration.